

Kōhei Saitō : « Il nous faut inventer des modes de vie qui puissent s'universaliser »

Phénomène de librairie au Japon, l'ouvrage de l'économiste Kōhei Saitō « Moins ! La décroissance est une philosophie » vient d'être traduit en français. Une théorie qui s'appuie sur Marx pour défendre un rapport écologique au monde et le décoloniser.

[Amélie Poinssot](#)

28 septembre 2024 à 15h08

MoinsMoins ! La décroissance est une philosophie s'est vendu à 500 000 exemplaires au Japon (sous le titre *Le Capital dans l'Anthropocène*). Autant dire que notre curiosité était grande autour de ce livre de Kōhei Saitō, déjà traduit en douze langues, désormais accessible au lectorat francophone. Traduit et publié en cette rentrée par les éditions du Seuil, l'ouvrage développe une théorie de la décroissance qui redonne à la notion ses lettres de noblesse et, ce faisant, vient percuter le fondement même de nos sociétés productivistes.

L'originalité de l'approche de ce philosophe de 37 ans, professeur à l'université de Tokyo, tient à ce qu'il convoque Karl Marx pour théoriser cette sortie du capitalisme, unique voie possible face aux catastrophes écologiques en cours. Une exégèse, [présentée ici](#) par Mediapart, qui lui permet de balayer le rafistolage de la « croissance verte » et du « développement durable » – cette « *version contemporaine de l'opium du peuple* » nous maintenant dans un système prédateur, source de profondes inégalités. Pour trouver la bonne direction, « *il est nécessaire de revenir aux causes de la crise climatique qui n'est nulle autre que le capitalisme* », écrit Kōhei Saitō. Entretien.

Mediapart : Pourquoi Marx est-il si pertinent aujourd'hui, à l'heure des catastrophes écologiques et climatiques ?

Kōhei Saitō : Ces problèmes sont créés par le mode de production capitaliste lui-même, on ne pourra pas les résoudre sans critique du capitalisme. C'est ce que nous apporte le marxisme.



Kohei Saito à Paris, le 24 septembre

2024. © Photo Amélie Poinssot / Mediapart

Je critique parfois [Thomas Piketty](#) – même s'il évolue – parce que son travail est centré sur la question des impôts, la nécessité de taxer les riches. Ce n'est pas suffisant. Même chose avec

la crise climatique : quand on parle de taxe carbone, il est évident que ce n'est pas assez. Il faut questionner la propriété privée, les marchés financiers, etc. En ce sens, Marx apporte une importante base théorique. D'autant qu'il y a une incompréhension autour de ses travaux : l'idée est répandue qu'il aurait ignoré les questions écologiques. C'est faux.

L'époque où il écrit « Le Capital » est cependant très différente d'aujourd'hui... Si la production industrielle était en plein essor, ses répercussions écologiques et climatiques étaient encore loin des proportions actuelles.

Tout à fait. Mais la tendance était déjà là. Au moment où il écrivait, Marx était déjà le témoin de destructions environnementales et de la colonisation. Ces sujets sont présents dans ses écrits et je me suis servi de cela afin de raviver la pensée postcapitaliste.

Du côté des progressistes et des gens de gauche, nous avons perdu ce type de discours et cet imaginaire ces trente dernières années. Or, dans le même temps, les problèmes causés par le capitalisme se sont multipliés. Personne ne les confronte assez fort. Il est temps de le faire.

Parallèlement, des mouvements critiques ont émergé : Occupy Wall Street, [les mobilisations à Barcelone](#) à partir de la fin des années 2000, la campagne de Bernie Sanders... Pourquoi ne théorisons-nous pas tout cela ?

Voyez-vous une dimension communiste dans ces mouvements ?

Bien sûr, le communisme est présent et ces mouvements imaginent une forme différente de société. Peu importe s'ils ne se nomment pas ainsi.

Dans le livre, je mets l'accent sur la logique des communs, à la place de la logique des marchandises et de celle de l'argent, qui sont au cœur du capitalisme. À Occupy Wall Street, à Barcelone, etc., les gens ont essayé de créer un espace où l'on n'a pas besoin d'argent pour avoir accès à la nourriture, à certaines connaissances, à des soins médicaux, ou à une garde d'enfants.

Cette création autonome d'espaces non marchands à l'intérieur même de Manhattan a été une expérience extrêmement intéressante. Certes, elle a échoué au bout de quelques mois, mais elle a servi au moment de l'ouragan Sandy, quand il a fallu aider les familles sinistrées, puis dans la campagne de Bernie Sanders, et elle a nourri les mobilisations pour faire valoir le droit à une éducation et à des soins médicaux gratuits... Aux États-Unis, ce n'est pas comme en France ! Tout cet imaginaire est né à ce moment-là.

Ces préoccupations étaient aussi au cœur du mouvement des places au pic de la crise grecque, dans les années 2012-2015, lorsque se sont développés dans tout le pays [soupes populaires et dispensaires autogérés](#).

En effet, à ce moment-là, différents mouvements s'alimentaient mutuellement, avec une inspiration qui venait peut-être du Printemps arabe. Si ces mouvements ont fini par être marginalisés, leur souffle perdure, dix ans plus tard.

Barcelone est un bon exemple : il n'y a plus seulement un parc, la municipalité a essayé d'en créer plusieurs en interdisant des rues à la circulation. C'est ce que j'appelle un commun. Créer davantage de tels espaces, c'est la décroissance que je défends.

À propos de décroissance, qui se trouve être le thème majeur de votre livre, qu'apportez-vous de nouveau à cette pensée qui se développe depuis les années 1970 ?

Cette pensée a en effet déjà une histoire, en France tout particulièrement. André Gorz et Cornelius Castoriadis, penseurs d'une écologie politique radicale, sont des références pour moi. J'ai d'ailleurs rencontré [Serge Latouche](#) il y a quelques jours et nous avons pu constater nos divergences – pour moi, il ne critique pas assez le capitalisme.

Production locale, consommation locale : voilà qui est vertueux. Cela ne nous empêche pas d'utiliser la science et l'innovation.

D'autres penseurs de la décroissance ont tendance à mettre l'accent sur la spiritualité, sur ce que l'on peut apprendre des pays du Sud, sur le retour à la nature... Ce n'est pas ma démarche. Je crois que nous avons besoin d'Internet, des smartphones, des énergies renouvelables, et que la décroissance peut être compatible avec ces technologies.

Le problème, ce sont les ressources et l'énergie que l'on dépense pour produire tout cela.

Comment rendez-vous ces besoins compatibles avec votre théorie de la décroissance ?

Il faut distinguer les technologies ouvertes de celles qui sont fermées. Certaines technologies comme la géo-ingénierie ou l'énergie nucléaire sont fermées. Il y a un monopole de la connaissance, un monopole du pouvoir, un certain niveau de sécurité... Elles ne peuvent pas être gérées de manière démocratique. Elles sont en outre très coûteuses et parfois dangereuses.

À l'inverse, les énergies solaire et éolienne sont beaucoup plus décentralisées. Ces investissements peuvent être gérés de manière démocratique. Production locale, consommation locale : voilà qui est vertueux. Cela ne nous empêche pas d'utiliser la science et l'innovation.

La plupart de ces technologies reposent sur ce que vous appelez un « mode de vie impérial », qui se fonde sur l'expropriation des ressources des pays du Sud. « La richesse dont jouissent les pays développés est créée aux dépens du Sud global », écrivez-vous. « Pour que le centre continue à gagner, la périphérie doit continuer à perdre. » Comment résoudre cette contradiction ?

Il y a beaucoup de débats là-dessus parmi celles et ceux qui défendent la décroissance. Pour certains, il faut tout simplement abandonner technologies et smartphones, car ils seront toujours fabriqués avec des éléments provenant des pays du Sud. Pour d'autres, il est excessif de renouveler son smartphone tous les ans et de ne pas pouvoir le réparer.

La décroissance, c'est travailler moins. C'est se focaliser plus sur le bien-être que sur le PIB.

Selon moi, nous pouvons faire durer un maximum nos matériels, puis les faire recycler. C'est quelque chose de tout à fait atteignable et c'est un bon point de départ de décroissance. Abandonner les technologies n'a jamais été une idée populaire, de toute façon. Sachant que recycler ou rouler en voiture électrique n'est évidemment pas suffisant.

Quel chemin de développement proposez-vous pour les pays du Sud, afin de sortir de ce rapport postcolonial que vous dénoncez ?

Ce que j'écris sur la décroissance vaut pour les pays du Nord. Je ne dis pas que l'Afrique doit décroître, elle a besoin de croissance, d'hôpitaux, d'écoles, d'eau, d'électricité...

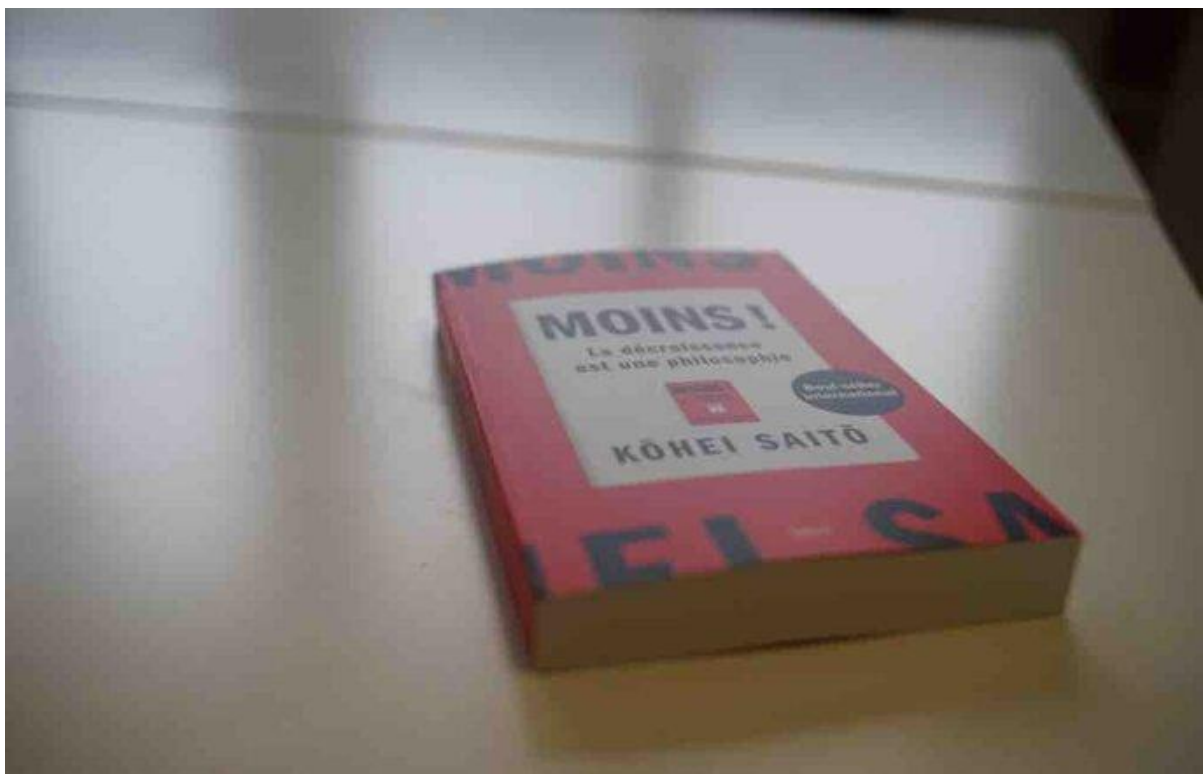
Mais il est nécessaire de décoloniser ce développement. Laissons ces pays décider de ce qu'ils veulent faire. Ce n'est pas aux États-Unis ou à l'Union européenne de leur dire de ne pas brûler du charbon parce que nous l'avons fait pendant des siècles et que nous prétendons maintenant mieux savoir ce qu'il faut faire. Reconnaissons que le Nord doit d'abord lui-même changer.

Les pays du Nord ont en outre beaucoup à apprendre de cultures non occidentales – le [buen vivir](#) par exemple. Nous réaliserons ainsi que le rêve américain n'est pas la meilleure chose à imiter.

Le mode de vie impérial repose sur le sacrifice de certaines populations, il ne peut pas s'universaliser. Il nous faut inventer des modes de vie qui puissent s'universaliser.

Pour parvenir, dans les pays du Nord, à ce régime décroissant, vous proposez un renversement de perspective : changer d'abord la production, plutôt que la consommation. Parler de travail avant de parler de sobriété. Comment êtes-vous arrivé à cette idée ?

Nous mangeons trop de viande, nous prenons trop souvent l'avion, c'est tout simplement excessif et il nous faut abandonner certaines choses. Cette approche, cependant, décourage les gens, et il me semble plus judicieux de replacer tout cela dans un ensemble.



« Moins ! La décroissance est une philosophie », le livre de Kohei Saitō, édité au Seuil.

© Photo Amélie Poinssot / Mediapart

Manger trop de viande a des conséquences sur notre santé. Travailler trop nous stresse. Nous dépensons alors beaucoup d'argent pour partir en vacances, prendre l'avion... et cela ne nous rend pas plus heureux.

La décroissance, c'est travailler moins. C'est se focaliser plus sur le bien-être que sur le PIB. Introduire la semaine de quatre jours par exemple. C'est une source de bonheur et de temps. Les gens peuvent alors voyager en train, participer davantage à la vie politique, être plus solidaires, davantage cuisiner à la maison et se nourrir plus sainement... Voilà tout un tas de gains que l'on pourrait tirer d'une société décroissante.

Comment y arrive-t-on ? Est-ce que cela doit passer par le conflit, par la mobilisation d'un monde du travail bien plus éclaté qu'à l'époque de Marx ?...

Je suis influencé par des gens comme [Toni Negri](#) et Michael Hardt, pour lesquels il ne peut y avoir une révolution où tout le monde lutterait ensemble pour déboucher sur le socialisme. Cela ne fonctionne plus comme ça, nous n'avons pas les mêmes intérêts, et l'égalité de genre, l'antiracisme et la décolonisation sont devenus des enjeux très importants que l'on ne peut subordonner au supposé intérêt universel du prolétariat. C'est précisément l'erreur qui a été faite avec le socialisme du XX^e siècle, devenu une dictature.

Dans mon livre, plutôt qu'une révolution, je prône la multiplication des communs. Nous aurons aussi besoin de conflit – j'ai énormément de respect pour les gens d'Extinction Rebellion et les Soulèvements de la Terre parce que nous sommes dans une urgence –, mais tout le monde n'a pas envie de se battre de cette manière. D'autres façons de faire peuvent également contribuer au changement : démarrer une ferme écologique, re-communaliser des biens privatisés comme l'eau...

Mais nous avons besoin d'une vision pour connecter tous ces mouvements, et c'est le sens de ma démarche.

Est-ce qu'un tel processus peut détruire le capitalisme ?

C'est discutable, je reconnais que ce sont souvent de petits mouvements.

Je travaille en ce moment précisément sur ce point : comment pourrait-on passer à l'échelle supérieure ? Nous avons besoin en outre d'interventions étatiques pour réguler les marchés, socialiser l'investissement, nationaliser certaines industries.

Si nous n'arrivons pas à retrouver la force du socialisme, le populisme de droite va l'emporter.

Mais, pour commencer, il nous faut bouger sur nos valeurs, arrêter avec l'obsession de la croissance, de l'argent et du profit, qui ne font que rendre les gens égoïstes. Il faut cultiver dans notre quotidien les valeurs de l'aide mutuelle, du travail essentiel, du soin. La révolution dans notre vie de tous les jours est une pré-condition pour une révolution à l'échelle de la société.

Par où commencer ?

Avec mes amis, nous avons fondé un groupe, Common Forest Japan, qui achète des bouts de forêt. Il se trouve que chez nous les forêts ne sont pas chères et personne ne s'en occupe. Elles sont à l'abandon et s'embroussaillent ; or il faut en prendre soin. Le citoyen que je suis n'avait aucune compétence en la matière. Nous avons acheté 3,5 hectares. Nous nous y rendons une fois par mois, nous en prenons soin, nous ramassons des champignons, observons des fleurs... À travers cette activité, nous apprenons aussi comment gérer ensemble une propriété commune de façon démocratique.

À lire aussi

[Ce best-seller japonais qui défend le « communisme décroissant »](#)

2 mars 2023

Je me suis aussi engagé à Tokyo contre la construction de nouveaux buildings et l'abattage de vieux arbres centenaires. Dans cette mobilisation, plein de gens ont fait l'expérience de leur première lutte anticapitaliste en utilisant des compétences professionnelles qu'ils n'auraient pas pensées utiles pour ce genre d'action.

C'est à travers ce type de mobilisations que la société va se transformer. On peut monter un groupe d'action, interpeller ses élus, exiger le respect de mesures environnementales dans son entreprise...

Le mot « décroissance » est très connoté... En France il a été porté politiquement par Delphine Batho lors de la primaire écolo en 2021 et cela a été très critiqué. Comment redonner un contenu positif à la notion, éviter de la définir par la négative ?

C'est précisément ce que j'essaye de faire. Je ne me fais pas l'avocat d'une simple « décroissance », je parle de « *communisme de décroissance* », pour éviter que cela sonne comme une privation, et donner une idée de ce qui vient après.

Car après la décroissance vient le communisme : si l'économie ne croît plus, il nous faudra bien respecter les limites planétaires et apprendre à vivre ensemble dans ce cadre. Partager et s'entraider. C'est l'esprit fondamental du communisme.

Je suis frappé de constater que la classe ouvrière et le Parti socialiste restent dans un cadre productiviste et sont toujours obsédés par l'idée de créer plus d'emplois et d'augmenter les salaires.

Si nous n'arrivons pas à retrouver la force du socialisme, le populisme de droite va l'emporter. Son discours est beaucoup plus fortement concret que ce que proposent les gauches aujourd'hui.

Il faut éliminer les « [bullshit jobs](#) », écrivez-vous. Que fait-on du travail pénible et répétitif, mais essentiel, comme l'agriculture ?

Je me rends régulièrement dans une ferme bio à Yokosuka, non loin de Tokyo. C'est une ferme décroissante, dirigée par une femme, qui n'utilise pas de gros tracteurs ni de plastique, et vend ses produits localement. Cinq à six personnes y travaillent. En les aidant de temps à autre, j'ai compris que se passer des machines et des bâches en plastique entraînait beaucoup de travail. Cette ferme fait d'ailleurs souvent appel à des bénévoles.

À lire aussi

[« La véritable sobriété, c'est la décroissance »](#)

3 octobre 2022

Tous les agriculteurs et agricultrices ne peuvent cependant pas se lancer dans ce type de projet, et je ne suis pas opposé à la mécanisation quand elle peut libérer les gens de tâches trop pénibles.

Le capitalisme, ce n'est pas cela. S'il a introduit les machines, ce n'était pas pour soulager les gens mais pour générer plus de profit.

Dans une économie de la décroissance, on va d'abord réfléchir à ces travaux que personne ne veut plus faire mais qu'on ne peut pas éliminer. On peut alors essayer de se les répartir, en faisant tourner les gens sur un poste, par exemple... ou les automatiser. Ce n'est plus la logique du profit qui décide, mais celle de l'égalité et du bien-vivre.

Comment votre thèse est-elle perçue au Japon ? Le succès de votre livre révèle-t-il le début d'une remise en cause d'une société dominée par le travail et le productivisme ?

Les Japonais travaillent dur. Ils en meurent même. Il y a un mot pour ça : [karoshi](#). Ils sacrifient leur vie entière pour leur entreprise. Ce sont principalement les hommes, mais les femmes les soutiennent, et elles sacrifient elles aussi leur vie. Il y a donc un grand mal-être dans le pays et un certain attrait pour les discours prônant le ralentissement et la jouissance du temps libre.

Autre fait marquant : [l'économie stagne depuis une trentaine d'années](#). La population décroît, d'autant plus que le pays ne veut accueillir aucun réfugié. Impossible d'imaginer un avenir meilleur où l'on pourrait retrouver le miracle économique des années 1970.

Les différentes politiques économiques qui ont été tentées, la dérégulation et les privatisations n'ont rien résolu. La population commence à se lasser et à regarder du côté des alternatives.

Pourtant, si le PIB stagne, le Japon a un excellent système de transports, un très bon système d'éducation, une gastronomie incroyable... Mais aucune de ces dimensions ne se reflète dans le PIB.

[Amélie Poinssot](#)